



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
19 juin 2019
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2019

3-6 septembre 2019, New York

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**Programme des Nations Unies
pour le développement**

**Rapport statistique annuel sur les activités d'achat
des entités des Nations Unies en 2018**

Résumé

Conformément à la décision 2007/38 du Conseil d'administration, la Directrice exécutive du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) soumet le présent rapport sur les activités d'achat des entités des Nations Unies. On peut se procurer le rapport statistique annuel complet dans la langue de présentation auprès du secrétariat du Conseil d'administration et sur le site du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<http://www.ungm.org/Public/ASR>).

Les données prises en compte dans le présent rapport ont été communiquées par 39 entités, lesquelles ont acheté des biens et des services d'une valeur totale de 18,8 milliards de dollars en 2018, soit 162 millions de dollars, ou 0,9 %, de plus qu'en 2017 (année où 40 entités ont communiqué des données) ; 62,9 % de ces achats ont été effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés.

Le rapport statistique annuel pour 2018 contient :

- a) Une analyse des tendances observées s'agissant des achats des entités des Nations Unies par catégorie de biens et de services, par pays fournisseur et par entité ;
- b) Une analyse des achats effectués par les entités des Nations Unies auprès de fournisseurs issus de pays en transition, de pays en développement et de pays les moins avancés ;
- c) Une analyse des pratiques responsables en matière d'achats dans le système des Nations Unies et des achats auprès de fournisseurs ayant signé le Pacte mondial des Nations Unies ;
- d) Une analyse des achats en commun effectués par les entités des Nations Unies ;



Le site Web contient des tableaux de bord interactifs permettant aux utilisateurs d'accéder à des données sur les achats effectués par les entités des Nations Unies, classés par entité, par pays fournisseur et par catégorie, ainsi qu'à des détails sur les achats de biens et services importants (d'une valeur supérieure à 30 000 dollars).

Éléments de décision

Le Conseil d'administration voudra sans doute prendre note du présent rapport et se féliciter des données et des analyses qu'il contient.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	4
I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2018	5
II. Principaux pays fournisseurs	6
III. Volume des achats, par région du fournisseur	8
IV. Achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés	10
V. Achats des entités des Nations Unies	12
VI. Achats par catégorie de biens et de services	15
VII. Achats responsables	18
VIII. Achats en commun	21
Annexe Acronymes et abréviations utilisés dans le tableau 3	23

Introduction

1. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) se félicite d'avoir pour responsabilité la collecte et la compilation des données relatives aux achats effectués par l'ensemble des entités des Nations Unies.
2. Le rapport statistique annuel pour 2018, le trente-cinquième de cette série, présente une vue d'ensemble des achats effectués dans l'année par les entités des Nations Unies pour appuyer leurs activités, leurs projets et leurs programmes. Le travail de compilation et de publication des statistiques effectué par l'UNOPS est fondé sur la coopération des entités participantes.
3. Le présent rapport rend compte des résultats de l'analyse des données. De nouveaux tableaux de bord interactifs et conviviaux ont été publiés en ligne en même temps que le rapport de 2018 sur le site du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<http://www.ungm.org/ASR>). Ces tableaux de bord permettent aux utilisateurs de mieux comprendre les statistiques sur les achats et d'analyser ceux-ci par pays, par entité et par catégorie de dépenses ainsi que d'avoir plus de précisions sur les principaux contrats. Une section sur les achats responsables présente des informations sur les progrès réalisés par les entités des Nations Unies dans l'intégration des considérations de durabilité dans les procédures d'achat.
4. Des notes détaillées sur les méthodes de collecte et de présentation des données sont disponibles à l'adresse <http://www.ungm.org/ASR>.
5. Dans le cadre du présent rapport, les expressions « achats du système des Nations Unies » ou « achats des entités des Nations Unies » désignent les activités d'achat des 39 entités qui ont communiqué des données aux fins de l'établissement du rapport statistique annuel de 2018.
6. La passation de marchés est une procédure qui a pour objet de se procurer, par voie d'achat ou de location, des biens immobiliers, des marchandises ou d'autres produits (y compris ceux relevant de la propriété intellectuelle), des ouvrages ou des services. Les entités des Nations Unies utilisent chacune leur système et leur méthode pour consigner et communiquer individuellement les données relatives aux achats, mais, dans le rapport statistique annuel, la notion de passation de marchés ou d'achats fait l'objet d'une définition commune et les données sont recueillies dans un format harmonisé¹. Les statistiques publiées par ces entités peuvent donc différer de celles présentées dans le rapport statistique annuel, d'autant plus que le niveau de détail des informations que peuvent fournir certaines d'entre elles est parfois limité.
7. Les données sur les commandes et les contrats de services sont communiquées par montant de contrat et non par dépenses engagées.
8. Pour pouvoir prendre en compte toutes les catégories de biens et de services, il est demandé à toutes les entités des Nations Unies participantes de communiquer des données aussi détaillées que possible au format défini dans la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies, norme multisectorielle publiquement disponible². À des fins de présentation, certains noms de codes ont été abrégés ou modifiés.
9. Dans l'ensemble du rapport, le terme « pays » s'entend des pays et territoires. Sauf indication contraire, il renvoie aux pays fournisseurs tels qu'indiqués par l'entité concernée. Les noms de pays et leur région de rattachement sont désignés suivant le Codage statistique normalisé des pays et des régions, dit « code M49 » et élaboré par

¹ En accord avec le Procurement Practitioner 's Handbook de l'ONU, disponible à l'adresse <https://www.ungm.org/Areas/Public/pph/>.

² Voir <http://www.unspsc.org>.

la Division de statistique du Secrétariat de l'ONU³. À des fins d'analyse, le rapport classe tous les pays dans l'une des quatre grandes catégories suivantes : pays développés ; pays en développement, pays en transition et pays les moins avancés. Ces catégories correspondent à celles définies dans UNCTADstat⁴ – à l'exception des pays les moins avancés, qui sont classés suivant la norme M49. Les appellations employées n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le rattachement d'un pays ou d'une zone à tel ou tel groupe répond uniquement à des raisons statistiques et ne sous-entend de la part de l'Organisation aucun présupposé quant aux affiliations politiques ou autres de ces pays ou territoires.

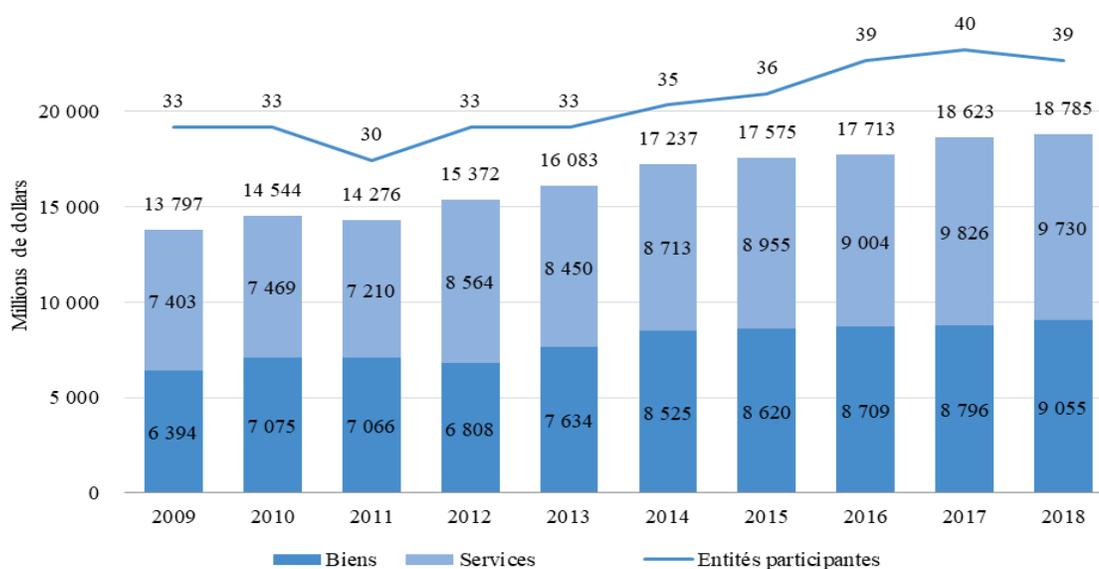
I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2018

10. Le montant total des achats effectués par les entités des Nations Unies ayant communiqué des données pour le rapport statistique annuel de 2018 a atteint 18,8 milliards de dollars, soit 162 millions de dollars, ou 0,9 %, de plus que l'année précédente. Les achats de biens ont augmenté de 259 millions de dollars (2,9 %), tandis que ceux de services ont diminué de 96 millions de dollars (1,0 %). L'évolution des achats au cours des 10 dernières années est illustrée à la figure 1 ci-dessous.

11. Trente-neuf entités ont contribué au rapport en 2018, contre 40 en 2017, car le Fonds monétaire international (FMI), qui avait fait état de 272 millions de dollars d'achats en 2017, n'a pas été en mesure de communiquer ses données pour 2018. Si l'on ne considère que les 39 entités qui ont communiqué des données en 2017 et 2018, le volume total des achats a augmenté de 2,4 %, soit 434 millions de dollars.

Figure 1

Total des achats de biens et de services et nombre d'entités ayant communiqué des données, 2009-2018



³ Pour plus d'informations sur le classement M49, voir l'adresse suivante : <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49>.

⁴ Pour plus d'informations sur les appellations des pays employées par la CNUCED, voir <http://unctadstat.unctad.org/EN/Classifications.html>.

12. Chaque année depuis 2013, 33 entités des Nations Unies communiquent régulièrement des données sur les achats pour le rapport statistique annuel. Le montant total de leurs achats s'est accru de 11,2 % au cours de la période, pour passer de 16,1 milliards de dollars en 2013 à 17,9 milliards en 2018.

II. Principaux pays fournisseurs

13. En 2018, les entités des Nations Unies ont fait état d'achats de biens et services auprès de fournisseurs de 223 pays et territoires, dont les 193 États Membres. Dans 129 États Membres, le volume des achats a dépassé 10 millions de dollars.

14. Dans les données pour 2018, les achats des entités des Nations Unies sont indiqués par pays fournisseur pour 99,3 % de leur volume total (127 millions de dollars n'ont pu être attribués à un pays en particulier, dont 21 millions de dollars qui pouvaient être attribués à une région, mais pas à un pays). Il s'agit d'une amélioration significative par rapport à l'année précédente, principalement due au fait que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a soumis les données par pays fournisseur pour la première fois en 2018.

15. Les 10 pays où les volumes d'achats ont été les plus élevés en 2018 sont indiqués dans le tableau 1 ci-dessous. Ces achats ont représenté 7,6 milliards de dollars, soit 40,5 % du total de l'ONU en 2018. La concentration des dépenses dans les 10 premiers pays fournisseurs est restée constante entre 2017 et 2018.

Tableau 1

Dix principaux pays fournisseurs, par volume d'achats en 2018

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens (millions de dollars)</i>	<i>Services (millions de dollars)</i>	<i>Total (millions de dollars)</i>	<i>Part dans le total des achats entités des Nations Unies (%)</i>	<i>Variation totale entre et 2017-2018 (%)</i>
États-Unis d'Amérique	729,7	910,8	1 640,6	8,7	-5,8
Inde	852,7	189,2	1 041,9	5,5	14,9
Émirats arabes unis	632,4	171,7	804,1	4,3	0,9
Belgique	669,3	76,0	745,3	4,0	3,7
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	180,1	402,5	582,6	3,1	5,0
Yémen	226,4	349,5	575,9	3,1	32,8
France	414,8	156,8	571,5	3,0	-17,5
Danemark	217,5	333,4	550,9	2,9	8,6
Kenya	198,7	350,6	549,3	2,9	9,2
Suisse	114,5	426,8	541,3	2,9	-1,1
Total des achats auprès des 10 principaux pays fournisseurs	4 236,0	3 367,4	7 603,4	40,5	2,7
Total des achats des entités des Nations Unies	9 055,2	9 729,6	18 784,8		0,9

16. Les États-Unis d'Amérique sont restés le principal fournisseur des entités des Nations Unies, les achats de biens et services dans ce pays s'élevant à 1,6 milliard de dollars. Le volume global de ses achats marque une baisse en raison de l'absence du FMI en tant qu'entité déclarante en 2018 (presque tous les achats du FMI avaient été réalisés dans ce pays en 2017). Toutefois, si l'on ne prend en compte que les 39 entités

ayant communiqué des données en 2017 et 2018, les achats aux États-Unis d'Amérique ont augmenté de 171 millions de dollars, soit 11,7 %, entre 2017 et 2018.

17. La principale catégorie d'achats aux États-Unis d'Amérique en 2018 a été celle des *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* (521 millions de dollars, soit 170 millions de plus qu'en 2017), principalement par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Les achats de *services de gestion et d'administration* se sont élevés à 201 millions de dollars et ceux de *services d'ingénierie et de recherche* à 192 millions de dollars.

18. En 2018, dans les 10 premiers pays fournisseurs figuraient quatre pays en développement (Inde, Émirats arabes unis, Yémen et Kenya, par volume d'achats décroissant), avec des achats combinés par les entités des Nations Unies de 3,0 milliards de dollars, soit 15,8 % du total des achats de ces entités pour l'année.

19. L'Inde a de nouveau été le deuxième plus important pays fournisseur et figure parmi les 10 premiers pays fournisseurs depuis 2000. Après une baisse de 14,8 % entre 2016 et 2017, les achats auprès de fournisseurs indiens se sont accrus de 14,9 % entre 2017 et 2018. Cette augmentation a été attribuable à des achats supplémentaires de 129 millions de dollars de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*, de loin la catégorie la plus importante pour l'Inde (771 millions de dollars au total en 2018). Les achats de *services de gestion et d'administration*, la deuxième catégorie la plus importante, ont progressé de 16 millions de dollars, pour s'établir à 56 milliards de dollars en 2018.

20. Les Émirats arabes unis sont restés le troisième pays fournisseur, avec une augmentation de volume des achats de 0,9 %, soit 7,3 millions de dollars, entre 2017 et 2018. Ce pays reste le plus gros fournisseur de *carburants, lubrifiants et autres* des entités des Nations Unies, avec 261 millions de dollars, soit 41,1 % du montant total des achats de ces entités dans ce secteur. Sur ce montant, 254 millions de dollars ont été achetés par la Division des achats de l'ONU. Les Émirats arabes unis ont également été le plus important pays fournisseur d'*aliments et de boissons* (243 millions de dollars).

21. L'intensification des activités de l'ONU au Yémen a entraîné une progression de 142 millions de dollars des achats auprès de fournisseurs yéménites en 2018, soit 32,8 % de plus que l'année précédente et plus de cinq fois le volume des achats déclarés en 2016 (108 millions de dollars). Le Yémen s'est ainsi classé parmi les 10 premiers pays fournisseurs. Six entités ont plus que doublé leur volume d'achats auprès de fournisseurs yéménites. C'est notamment le cas du Programme alimentaire mondial (PAM), qui a porté ses achats de 136 à 278 millions de dollars, dont 100 millions de dollars pour les *aliments et les boissons* et 85 millions de dollars pour les *services de transport, de stockage et de courrier*.

22. Les achats auprès de fournisseurs kényans ont de nouveau augmenté en 2018 pour atteindre 549 millions de dollars, soit 9,2 % de plus qu'en 2017 et 39,2 % de plus qu'en 2016. La Division des achats de l'ONU et le PAM ont accru leurs achats auprès de ces fournisseurs de 29 % et 14,8 %, respectivement, les portant à un total de 344 millions de dollars en 2018. Parmi les catégories où les achats ont augmenté en 2018 figuraient les *services de transport, de stockage et de courrier* (hausse de 23 millions de dollars jusqu'à un montant de 177 millions de dollars) et les *aliments et boissons* (hausse de 14 millions de dollars jusqu'à un montant de 34 millions de dollars).

23. Les achats en France ont diminué de 17,5 %, pour partie en raison de la réduction des achats d'*équipements de laboratoire et d'essai* (en baisse de 45 millions de dollars), d'*aliments et de boissons* (en baisse de 29 millions de dollars) et de *matériel médical* (23 millions de dollars de moins qu'en 2017). Toutefois, ce recul a

été partiellement compensé par une augmentation de 28 millions de dollars *des produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*.

III. Volume des achats, par région du fournisseur

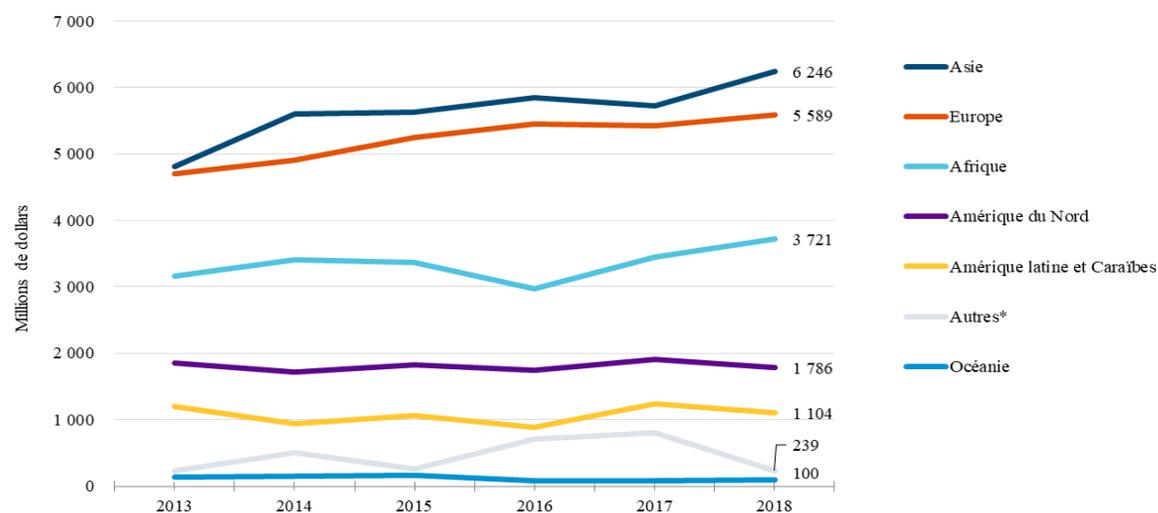
24. Les achats des entités des Nations Unies en Afrique, en Asie, en Europe et en Océanie ont augmenté entre 2017 et 2018, alors qu'ils ont diminué dans les autres régions. Cette situation a été fortement influencée par les informations communiquées par l'Organisation internationale des migrations (OIM) sur ses achats par pays fournisseur, qui ont conduit à une progression de 252 millions de dollars des achats pour les fournisseurs en Afrique, de 234 millions de dollars pour les fournisseurs en Asie, de 186 millions de dollars pour les fournisseurs en Europe et de 158 millions de dollars pour les fournisseurs en Amérique latine et dans les Caraïbes.

25. Les achats auprès de fournisseurs en Asie, la région la plus importante en termes absolus, ont augmenté de 524 millions de dollars, soit 9,2 %, pour atteindre 6,2 milliards de dollars. Bien qu'elle soit la plus petite région en termes de volume d'achats, l'Océanie a connu le plus fort accroissement en pourcentage, soit 23,4 %, pour atteindre un volume total de 100 millions de dollars en 2018, avec des hausses de 9,1 millions de dollars pour les fournisseurs en Australie (30,8 %) et de 7,3 millions de dollars pour les fournisseurs en Papouasie-Nouvelle-Guinée (75,9 %).

26. La progression des achats dans la région Asie s'explique principalement par des hausses en Inde, aux Émirats arabes unis et au Yémen, comme indiqué plus haut, ainsi que par des augmentations de 103 millions de dollars (27,0 %) en Iraq et de 92 millions de dollars (48,7 %) au Pakistan. L'augmentation en Iraq est imputable à l'accroissement de 122 millions de dollars des achats du PNUD, principalement de *services de construction et d'entretien*, et de 41 millions de dollars des achats de l'OIM. Cette évolution a été en partie compensée par la diminution des achats de plusieurs entités, notamment ceux de l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Au Pakistan, l'UNICEF a augmenté ses achats de 44 millions de dollars pour les porter à 111 millions de dollars en 2018, principalement pour *les services de gestion et d'administration*.

27. Les achats auprès de fournisseurs en Afrique ont augmenté de 273 millions de dollars pour atteindre 3,7 milliards de dollars en 2018. Outre les 252 millions de dollars d'achats de l'OIM, le PAM a effectué 140 millions de dollars d'achats supplémentaires, ce qui a porté ses achats dans la région à 1,3 milliard de dollars. Les achats de l'UNICEF en Afrique ont progressé de 61 millions de dollars, en particulier au Soudan du Sud et au Nigéria, tandis que les achats de la Division des achats de l'ONU ont augmenté de 31 millions de dollars. Dans le même temps, les achats du PNUD en Afrique ont diminué de 143 millions de dollars, soit 34,9 %, dont 97 millions au Sénégal et 29 millions au Togo. Dans les deux pays, cette baisse a surtout concerné *les services d'ingénierie et de recherche*. Les achats du HCR en Afrique ont chuté de 52 millions de dollars, principalement en Ouganda et au Soudan.

Figure 2
Total des achats par région, 2013-2018



* État de Palestine et pays fournisseurs inconnus.

28. L'Europe est demeurée la deuxième région la plus importante pour les achats en 2018, avec une hausse de 3,1 %, ou 169 millions de dollars, par rapport à 2017. La Roumanie a enregistré la plus forte augmentation en dollars, soit 68 millions de dollars de plus qu'en 2017, principalement en raison de l'achat par le PAM d'*aliments et de boissons*. Le FNUAP a accru ses achats dans la région, en particulier de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* en Belgique et aux Pays-Bas. Toutefois, plusieurs entités se sont moins approvisionnées auprès de fournisseurs en Europe, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui a dépensé 32 millions de dollars de moins, principalement en Autriche et en Allemagne. La diminution la plus importante a été enregistrée par la Division des achats de l'ONU, qui a dépensé 36 millions de dollars de moins au titre des *terrains, bâtiments et structures*, et 22 millions de dollars de moins au titre des *services d'ingénierie et de recherche*. La France et la Fédération de Russie ont été les pays les plus touchés par la réduction des achats de la Division des achats de l'ONU, avec une contraction de 25 millions de dollars chacun.

29. Les achats en Amérique du Nord ont diminué de 126 millions de dollars, soit 6,6 %, par rapport à 2017. Cette situation a été influencée par la non-communication de données par le FMI en 2018. Si l'on fait abstraction des données du FMI, les achats auprès de fournisseurs d'Amérique du Nord ont progressé de 8,9 %, soit 147 millions de dollars. L'UNICEF et l'OPS ont augmenté leurs achats de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* auprès des États-Unis d'Amérique pour un montant total de 169 millions de dollars. Les achats au Canada ont diminué de 17 millions de dollars pour s'établir à 116 millions de dollars en 2018. La catégorie de dépenses la plus importante auprès des fournisseurs canadiens a été celle des *services de transport, de stockage et de courrier*, avec 43 millions de dollars.

30. Si l'on tient compte des 158 millions de dollars d'achats effectués par l'OIM dans la région, les achats auprès de fournisseurs d'Amérique latine et des Caraïbes ont diminué de 23,6 %, soit 292 millions de dollars. La différence s'explique en partie par un important projet pluriannuel réalisé par l'UNOPS dans le domaine des technologies de l'information et des communications en Argentine, au titre duquel des achats ont été déclarés en 2017, qui ont permis d'améliorer les statistiques

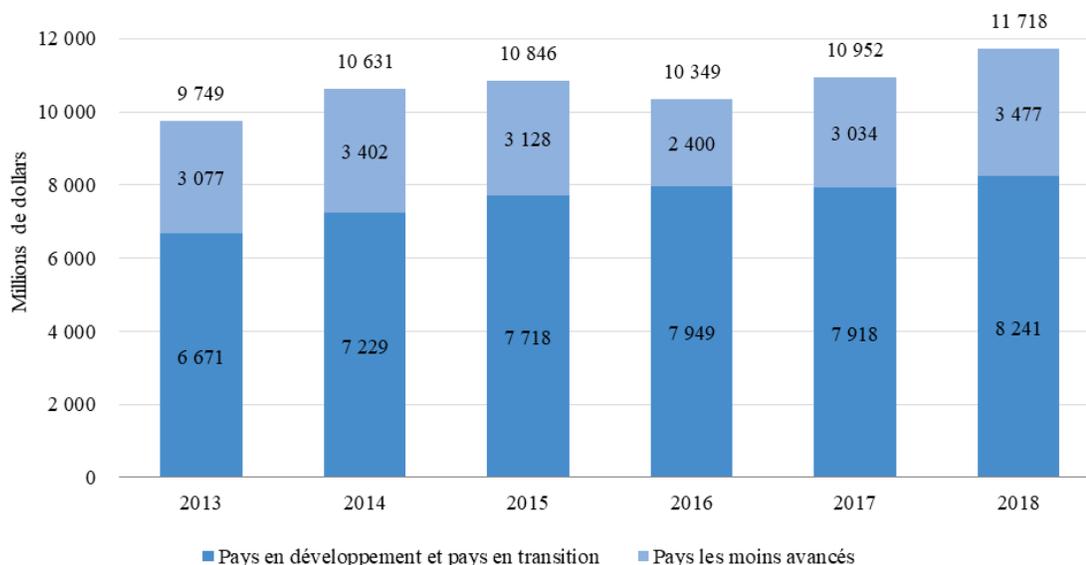
globales sur les achats dans la région cette année-là. De plus, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) a dépensé 92 millions de dollars de moins dans la région en 2018. Les achats auprès de fournisseurs au Guatemala ont augmenté de 69 millions de dollars en raison des dépenses au titre des *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*. Les achats au Pérou ont progressé de 29,0 % en raison de l'accroissement des achats de l'UNOPS et du PNUD, en particulier au titre des *services d'ingénierie et de recherche*.

IV. Achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés

31. En 2018, les achats effectués par les entités des Nations Unies dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés ont atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré – 11,7 milliards de dollars, contre 10,9 milliards en 2017. Sur ce montant, 761 millions de dollars sont allés à des pays en transition, 7,5 milliards à des pays en développement (40 %) et 3,5 milliards à des pays les moins avancés (18,6 %). L'évolution des achats effectués auprès de ces pays est illustrée à la figure 3 ci-dessous.

Figure 3

Achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés, 2013-2018



32. L'augmentation globale s'explique principalement par la communication par l'OIM de données par pays fournisseur, pour un montant de 709 millions de dollars. Si l'on considère uniquement les achats effectués par les autres entités déclarantes, les achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés ont progressé de 0,9 %.

33. En pourcentage du total des achats de l'ONU (à l'exclusion de ceux pour lesquels le pays fournisseur est inconnu), 4,1 % provenaient de pays en transition, contre 3,5 % en 2017. Les achats auprès de pays en développement ont été conformes

aux niveaux de 2017, soit 40,3 %, tandis que ceux effectués auprès de pays les moins avancés sont passés de 16,9 % à 18,6 % en 2018.

34. L'augmentation des achats auprès de ces pays est conforme à l'esprit du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 et fait suite à une demande formulée en 2002 par l'Assemblée générale tendant à encourager les organismes des Nations Unies à prendre de nouvelles mesures pour offrir aux fournisseurs situés dans des pays en développement ou en transition davantage de possibilités d'emporter des marchés.

Tableau 2

Vingt principaux pays fournisseurs en volume des achats parmi les pays en développement, les pays en transition et les pays les moins avancés, 2018

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens (millions de dollars)</i>	<i>Services (millions de dollars)</i>	<i>Total (millions de dollars)</i>	<i>Part des entités des Nations Unies dans le volume total (%)</i>	<i>Variation totale 2017-2018 (%)</i>
Inde	852,7	189,2	1 041,9	5,5	14,9
Émirats arabes unis	632,4	171,7	804,1	4,3	0,9
Yémen	226,4	349,5	575,9	3,1	32,8
Kenya	198,7	350,6	549,3	2,9	9,2
Iraq	71,6	415,2	486,8	2,6	27,0
Turquie	286,7	150,3	437,0	2,3	-5,2
Liban	102,7	270,9	373,7	2,0	14,9
Fédération de Russie	83,4	234,4	317,8	1,7	10,8
Éthiopie	111,2	204,7	315,8	1,7	20,0
Pakistan	92,8	189,1	281,9	1,5	48,7
Soudan du Sud	103,6	153,6	257,2	1,4	26,0
Soudan	160,9	96,0	256,8	1,4	-0,3
Afghanistan	72,0	174,5	246,5	1,3	38,5
République arabe syrienne	100,1	119,9	220,1	1,2	19,8
Chine	138,1	76,9	215,0	1,1	-2,3
Nigéria	95,5	117,7	213,2	1,1	1,8
Ouganda	108,8	104,3	213,1	1,1	10,1
Ukraine	79,1	125,0	204,0	1,1	23,6
Afrique du Sud	84,4	115,6	200,0	1,1	-12,1
Jordanie	63,1	119,5	182,6	1,0	-49,0
Total des achats auprès des 20 principaux pays fournisseurs	3 664,1	3 728,6	7 392,6	39,4%	9,6%
Total des achats auprès de pays en développement, de pays en transition et de pays les moins avancés	5 404,0	6 313,6	11 717,6	62,4%	7,4%
Total des achats des entités des Nations Unies	9 055,2	9 729,6	18 784,8		0,9%

35. Sur les 11,7 milliards de dollars de biens et services achetés en 2018 auprès de pays en développement, de pays en transition et de pays les moins avancés, 63,1 % provenaient des 20 pays indiqués dans le tableau 2 ci-dessus.

36. Dans 15 de ces pays, les achats ont progressé par rapport à 2017. En dollars, le Yémen, l'Inde et l'Iraq ont connu les augmentations les plus importantes (par ordre de grandeur décroissant), avec un montant combiné de 381 millions de dollars en achats supplémentaires par rapport à 2017. En pourcentage, le Pakistan a connu la plus forte hausse (48,7 %). La Jordanie a enregistré la plus forte baisse en termes absolus et en pourcentage. Les achats auprès de fournisseurs de ce pays sont tombés à leur plus bas niveau depuis 2012, une baisse de 175 millions de dollars entre 2017 et 2018 les ayant ramenés à 183 millions de dollars. Le HCR a acheté 112 millions de dollars de moins à des fournisseurs jordaniens en 2018 qu'en 2017, tandis que l'UNICEF a dépensé 34 millions de dollars de moins.

37. Le Pakistan, l'Afghanistan et l'Ukraine ont rejoint le groupe des 20 principaux pays fournisseurs en 2018, après en être sortis en 2017, tandis que la République arabe syrienne y a fait son entrée en 2018. L'Argentine, le Brésil, le Panama et la République de Corée sont sortis du groupe en 2018 – les achats auprès de ces pays ayant baissé de 345 millions de dollars en 2018 par rapport à ceux de 2017.

V. Achats des entités des Nations Unies

38. Chaque entité ayant communiqué des données a un profil d'approvisionnement différent selon son mandat et sa présence géographique. Pour certaines d'entre elles, les volumes et les catégories d'achats sont plus prévisibles et plus stables, tandis que, pour d'autres, ils peuvent dépendre de projets ou d'événements mondiaux, ce qui entraîne une plus grande variabilité. Le volume des achats de chaque entité en 2018 – ainsi que leurs parts respectives dans les achats auprès de pays en développement, pays en transition et pays les moins avancés – sont indiqués dans le tableau 3 ci-dessous.

39. En 2018, les 10 premières entités en termes de volume d'achats ont représenté 16,7 milliards de dollars (88,8 %) du total, contre 16,3 milliards (87,3 %) en 2017. Alors que ces entités ont accru leurs achats globaux de 2,9 %, les autres les ont réduits de 1,9 %. Dans l'ensemble, 18 d'entre elles ont augmenté leur volume d'achats de 1,0 milliard de dollars en 2018 par rapport à 2017, tandis que 21 ont vu leur volume d'achats diminuer de 569 millions de dollars au total.

40. La progression s'explique en grande partie par l'augmentation des achats du PAM, de l'OIM et du FNUAP. Collectivement, ces entités ont effectué des achats supplémentaires de 729 millions de dollars par rapport à 2017. Le PAM est devenu celle ayant effectué le plus gros volume d'achats en 2018.

41. Le volume des achats du PAM a en effet connu une augmentation de 422 millions de dollars pour atteindre 3,5 milliards de dollars en 2018. En 2018, cette entité a acheté pour 201 millions de dollars supplémentaires *d'aliments et de boissons* et 94 millions de dollars supplémentaires de *services de transport, de stockage et de courrier*. Elle a acheté 142 millions de dollars supplémentaires auprès de fournisseurs au Yémen, 66 millions de dollars auprès de fournisseurs en Roumanie et 40 millions de dollars auprès de fournisseurs aux États-Unis d'Amérique.

42. En pourcentage, l'OIM, l'Office des Nations Unies à Genève, le Centre du commerce international (CCI) et la Commission économique pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ont tous enregistré une progression de plus de 30 % du volume de leurs achats par rapport à 2017. Les principales catégories d'achats pour l'OIM en 2018 étaient les *services de gestion et d'administration* (105 millions de dollars), le

matériel de bureau (50 millions de dollars) et le *matériel informatique et matériel de communications* (49 millions de dollars). L'Office des Nations Unies à Genève a dépensé 19 millions de dollars supplémentaires au titre des *services de construction et d'entretien* en 2018, tandis que le CCI et la CESAP ont communiqué davantage de données sur les dépenses liées aux voyages.

43. Parallèlement, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Organisation maritime internationale (OMI) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) ont enregistré des baisses du volume des achats de, respectivement, 48,4 %, 47 % et 42,8 %. Pour la Convention sur les changements climatiques, les achats de 2017 ont été plus importants que la normale en raison de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2017, qui s'est tenue dans les locaux du Secrétariat de la Convention en Allemagne. En 2018, ses achats sont revenus à un niveau plus conforme à celui des années précédentes. Les achats de l'OMI ont diminué en raison d'une réduction des activités d'exécution de projets, tandis que le volume des achats de l'ONUSIDA s'est contracté, pour partie du fait de l'amélioration de la qualité des données en 2018.

44. L'UNOPS, le HCR, la Division des achats de l'ONU et l'AIEA ont enregistré les baisses les plus importantes en valeur absolue, soit 449 millions de dollars au total.

45. Le volume des achats de l'UNOPS en 2018 est revenu au même niveau qu'en 2016, après la finalisation d'un projet à grande échelle dans le domaine des technologies de l'information et des communications en Argentine (comme indiqué précédemment). Pour le HCR, la diminution de 139 millions de dollars (11,2 %) s'explique principalement par le fait que l'entité n'a pas pris en compte en 2018 certains types de services de conseil, qui avaient été inclus précédemment, et par l'amélioration de la qualité des données.

Tableau 3
Achats des entités des Nations Unies

<i>Entité</i>	<i>Total 2018 (en millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2017-2018 (%)</i>	<i>Part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés</i>
PAM	3 497,0	13,7	76,4
UNICEF	3 486,0	1,7	55,4
Division des achats	2 636,7	-4,0	62,0
PNUD	2 146,5	1,4	76,7
HCR	1 100,7	-11,2	62,1
UNOPS	920,9	-13,8	61,0
OPS	907,8	-1,3	37,6
OIM	841,6	36,3	84,3
OMS	735,1	10,3	53,4
FNUAP	400,1	26,3	40,1
FAO*	376,3	1,3	78,9
UNRWA	224,9	-7,7	81,2
OIT*	217,5	1,3	41,1
AIEA	167,3	-23,9	9,8
ONUDI	161,6	-9,4	56,8
ONUG	142,7	30,1	6,1

<i>Entité</i>	<i>Total 2018 (en millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2017-2018 (%)</i>	<i>Part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés</i>
ONU-Femmes	127,5	22,4	63,7
OMPI	122,9	7,1	7,6
UNESCO	112,6	-12,7	56,0
ONUV	103,4	21,9	73,2
ONUN	52,9	29,5	76,2
FIDA	48,7	0,0	13,0
UIT	46,6	-2,3	5,1
ONUSIDA	28,2	-42,8	49,2
OIAC	23,5	27,5	4,0
CCI	19,1	33,8	32,6
CEA	18,9	-0,1	77,1
CESAP	18,0	33,7	85,7
OMM	15,1	6,7	2,3
TPIY/MIFRTP	14,4	-25,2	13,5
UPU	14,0	-16,1	13,5
CCNUCC	12,6	-48,4	2,0
CEPALC	10,3	-25,6	91,5
OMI	8,7	-47,0	12,2
UNU	7,8	6,4	9,5
VNU	7,6	-16,0	2,4
CESAO	5,8	-13,0	83,5
OMT	2,4	-19,9	0,2
UNAKRT	0,7	-36,5	78,1
Total entités des Nations Unies	18 784,8	0,9%	62,7

Note : Les calculs de la part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés ne tiennent pas compte des données pour lesquelles le pays fournisseur n'est pas connu.

* Pays fournisseur connu pour une partie seulement des données (94 % du volume des achats pour la FAO et 62 % pour l'OIT).

46. La Division des achats de l'ONU a fait état d'une diminution globale des achats de 110 millions de dollars (4,0 %), avec une réduction des dépenses consacrées aux *aliments et aux boissons* (45 millions de dollars), aux *terrains, bâtiments et structures* (42 millions de dollars) et aux *services d'ingénierie et de recherche* (40 millions de dollars). La réduction des achats de la Division a touché la plupart des régions, à l'exception de l'Afrique et de l'Océanie, où les achats ont augmenté de 31 millions et de 2,8 millions de dollars, respectivement. Le volume des achats de l'AIEA a diminué de 53 millions de dollars (23,9 %) par rapport à 2017, en partie à cause d'un grand projet de construction signalé en 2017 ainsi que de changements dans la façon dont l'AIEA communique ses données sur les achats.

47. En termes absolus, c'est dans les pays en développement, les pays en transition et les pays les moins avancés que le PAM a acheté le plus en 2018 (2,7 milliards de dollars sur un total de 3,5 milliards), suivi par l'UNICEF et le PNUD. Les achats du

Nations Unies. Les biens, services et ouvrages achetés y sont classés par segment, par famille, par classe et par produit.

51. En 2018, tous les organismes, sauf trois, ont été en mesure de préciser les catégories de biens et de services pour l'ensemble de leurs données : 1,4 %, soit 256 millions de dollars, ont été déclarés dans des catégories non précisées. Lorsque les catégories sont connues, les entités ont continué d'améliorer le niveau de précision de leurs données. En 2018, 12,7 % des données communiquées ne renseignaient que sur le segment des achats, niveau le plus générique de la Classification normalisée, contre 19,2 % en 2017. En outre, pour la première fois, en 2018, plus de la moitié des données relatives au volume des achats ont été saisies aux niveaux de la classe et du produit, niveaux les plus précis.

Tableau 4

Dix premiers segments de la Classification normalisée des produits et des services des Nations Unies, en volume des achats, 2018

Segment	Total (millions de dollars)	Variation totale 2017-2018 (%)	Part des achats effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés 2018 (%)
Produits pharmaceutiques, contraceptifs, vaccins	2 996,4	13,4	41,0
Services de transport, de stockage et de courrier	2 386,2	2,7	71,6
Aliments et boissons	2 047,5	8,1	81,1
Services de gestion et d'administration	1 672,0	-7,6	65,8
Services de construction et d'entretien	1 393,4	6,9	78,6
Services d'ingénierie et de recherche	1 105,2	-13,6	44,9
Combustibles, lubrifiants et autres	635,5	3,9	93,6
Matériel médical	605,0	-17,8	44,5
Voyages, restauration et hébergement	450,3	-19,4	65,9
Matériel informatique et matériel de communication	440,3	-29,7	36,8
Total des achats auprès des 10 principaux pays fournisseurs	13 731,8		
Total des achats des entités des Nations Unies	18 784,8		

52. Le tableau 4 ci-dessus montre les 10 segments les plus importants par volume d'achats pour 2018. Ces segments restent les mêmes qu'en 2017, mais dans un ordre différent pour les quatre derniers. Le volume des achats a augmenté la moitié de ces 10 principaux segments en 2018.

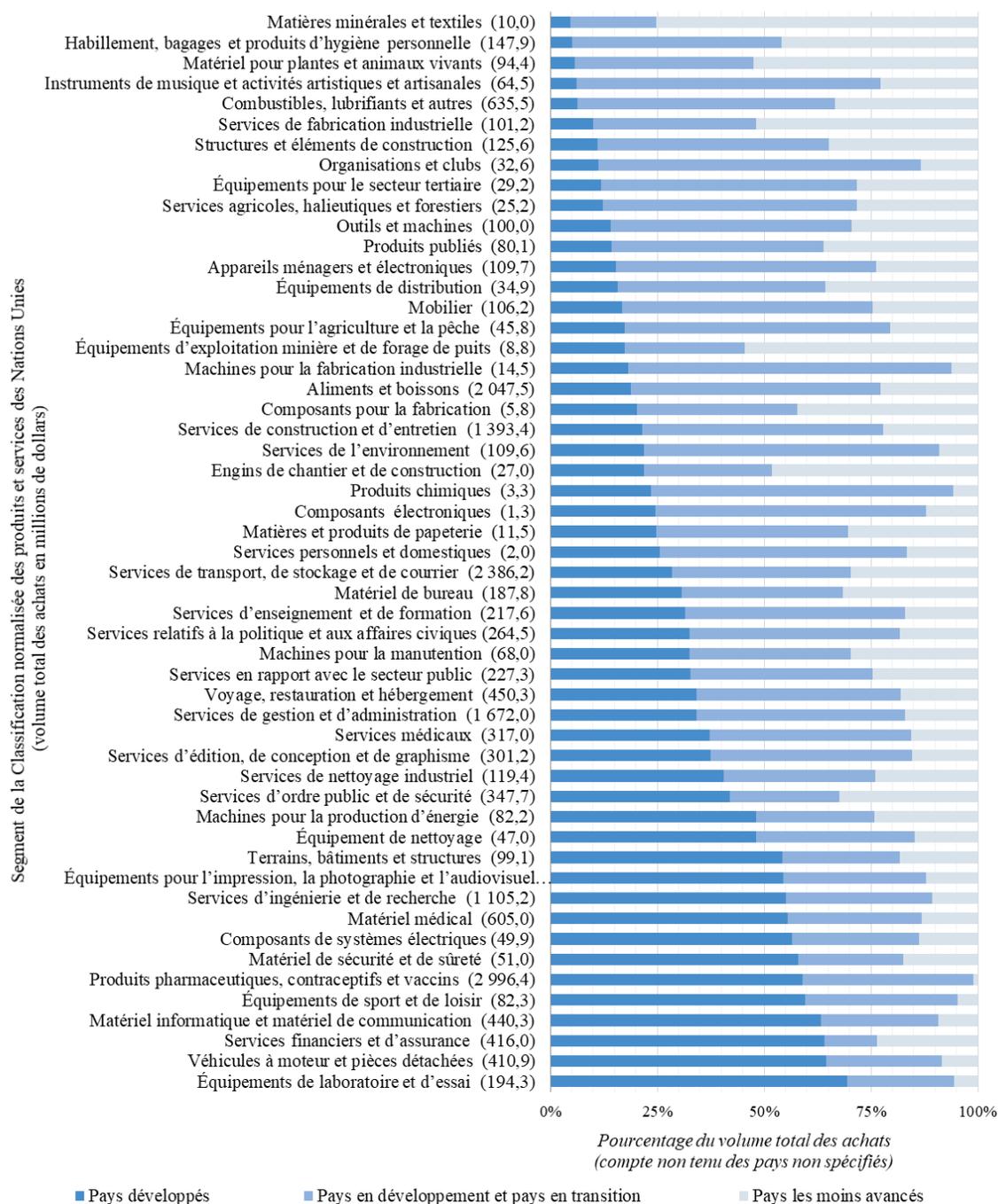
53. Après une baisse de 7,3 % entre 2016 et 2017, les achats de *produits pharmaceutiques, de contraceptifs et de vaccins*, le plus important segment des achats en 2018, ont augmenté de 13,4 %, soit 355 millions de dollars. De même, après un recul entre 2016 et 2017, les achats de *services de transport, de stockage et de courrier* sont revenus à leur niveau de 2016 en 2018.

54. La passation de marchés dans le segment *aliments et boissons* a continué de progresser en 2018, de 8,1 %, ou 154 millions de dollars sur l'année et de 36,9 % par rapport à 2013. Le PAM est demeuré le plus gros acheteur dans ce segment, avec 1,6 milliard de dollars en 2018. Les Émirats arabes unis, la Turquie, le Panama et le

Yémen (par volume décroissant) ont été les principaux pays fournisseurs d'*aliments et de boissons*, avec des achats effectués dans ces pays d'un volume total de 687 millions de dollars.

Figure 5

Volume total des achats par segment et répartition des achats de biens et services selon le niveau de développement du pays fournisseur (segments au titre desquels le montant des achats était supérieur à un million de dollars, compte non tenu des biens et services non classifiés)



55. Dans le même temps, les achats dans le quatrième segment, *les services de gestion et d'administration*, ont diminué de 137 millions de dollars, soit 7,6 %, en raison de la réduction des achats du HCR, de l'OPS et du PNUD (en ordre décroissant) et de l'absence du FMI dans les données de 2018 (le FMI a réalisé des achats de 91 millions de dollars dans ce segment en 2017). Cette évolution a été quelque peu compensée par une augmentation de 122 millions de dollars des achats de l'UNICEF, ainsi que de l'OIM, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du PAM.

56. Les achats de *services d'ingénierie et de recherche* ont diminué de 174 millions de dollars, soit 13,6 %, par rapport à 2017. Toutefois, le niveau de 2018 était encore supérieur de 107 millions de dollars (10,7 %) à celui de 2016. Les achats au titre des segments *matériel médical, voyages, restauration et hébergement et technologies de l'information et des communications* se sont contractés, respectivement, de 131 millions de dollars, 109 millions de dollars et 186 millions de dollars.

57. En 2018, 53 différents segments de biens et services ont fait l'objet d'achats d'un volume supérieur à 1 million de dollars (voir la figure 5 ci-dessus). Dans 19 de ces segments, plus de 80 % du volume des achats provenaient de pays en développement, de pays en transition et de pays les moins avancés, soit 3,8 milliards de dollars. Dans 41 de ces segments, plus de 50 % du volume des achats provenaient de pays en développement, de pays en transition et de pays les moins avancés. Le total des achats pour ces 41 segments s'est élevé à 12,1 milliards de dollars.

58. Le segment des *aliments et des boissons* est celui qui s'est placé en tête parmi ceux où 80 % du volume des achats ont été effectués dans des pays en développement, des pays en transition et des pays les moins avancés. Au total, les achats dans ce segment ont représenté 2,0 milliards de dollars en 2018, dont 1,7 milliard de dollars pour ceux auprès de pays en développement et de pays en transition.

59. Les calculs des pourcentages dans cette analyse ne tiennent pas compte des marchés pour lesquels le pays fournisseur était inconnu. Sur un volume d'achats de 107 millions de dollars en 2018 pour lesquels le pays fournisseur était inconnu, 49,5 millions de dollars concernaient le secteur des *services de transport, de stockage et de courrier* et 30 millions de dollars les *services d'administration et de gestion*.

VII. Achats responsables

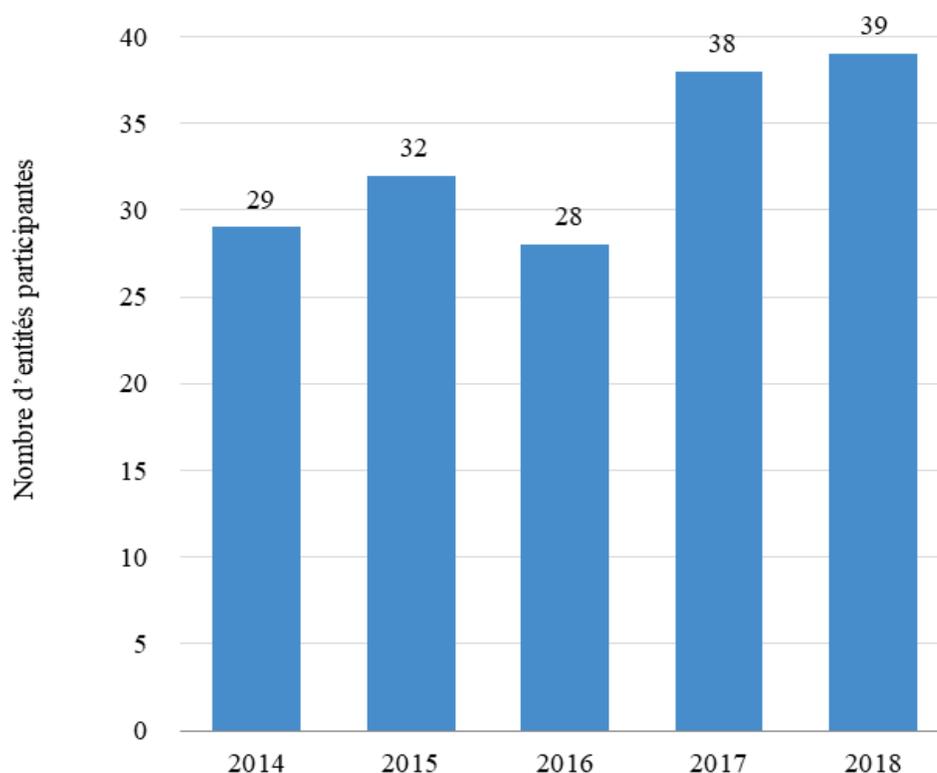
60. Le pouvoir d'achat combiné des organismes des Nations Unies peut contribuer dans une large mesure à la réalisation des objectifs du développement durable, en particulier l'objectif 12 – Consommation et production responsables.

61. Les achats responsables s'entendent de pratiques intégrant des conditions, des spécifications et des critères qui sont compatibles avec la protection de l'environnement, le progrès social et le développement économique, et y contribuent en favorisant l'utilisation efficace des ressources, l'amélioration de la qualité des produits et des services et, à terme, l'optimisation des coûts⁵.

62. Dans le cadre du rapport statistique annuel, les entités rendent compte de la mesure dans laquelle les considérations de durabilité sont intégrées à leurs procédures d'achat. Pour la première fois depuis l'inclusion initiale d'un questionnaire facultatif sur la durabilité dans le rapport statistique annuel en 2008, toutes les entités ont fait état de pratiques responsables en matière d'achats.

⁵ Déclaration sur les achats durables du Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion, disponible à l'adresse https://www.ungm.org/Shared/KnowledgeCenter/Pages/PT_SUST.

Figure 6
**Entités ayant communiqué des données sur les achats responsables
 (l'ensemble d'entre elles), 2014-2018**



63. Pour la période 2018, les entités ont continué de faire état de plusieurs tendances à la systématisation des achats responsables au moyen de l'élaboration de politiques, de stratégies ou de cibles et objectifs mesurables. Sur les 39 entités, 25 ont fait savoir qu'elles avaient adopté une politique d'achats responsables (ou prévoient de le faire), 23 ont déclaré qu'elles avaient mis en œuvre une stratégie d'achats responsables (ou envisageaient de le faire) et 15 ont signalé qu'elles avaient défini des cibles ou des objectifs mesurables (ou prévoient d'en définir).

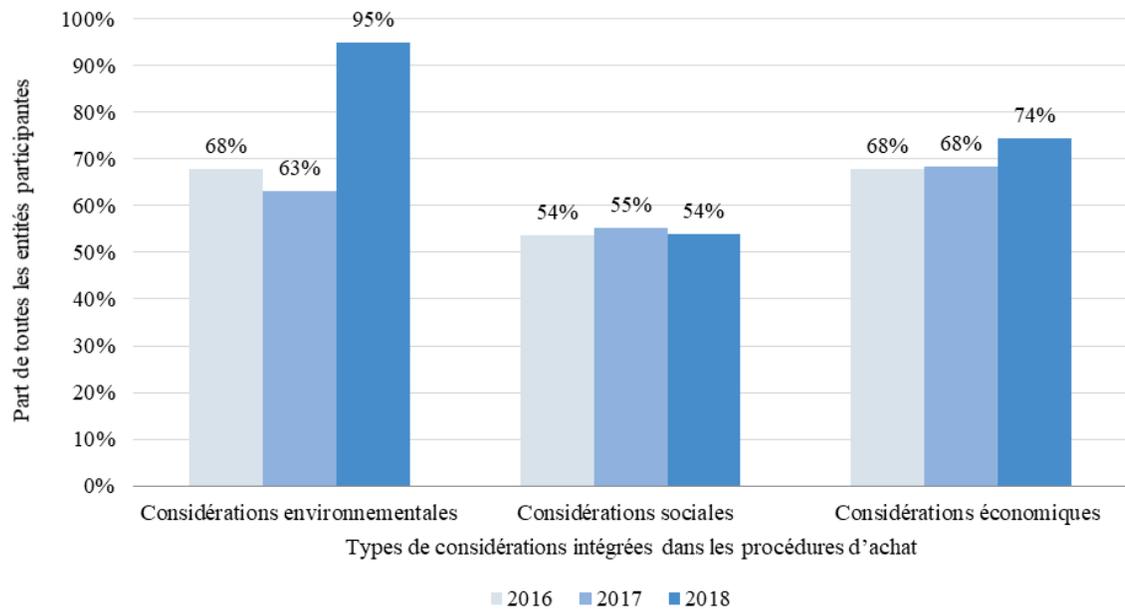
64. S'agissant de l'application pratique des politiques d'achats responsables, les entités ont continué de progresser dans ce domaine par rapport aux années précédentes. La part relative de celles ayant intégré des critères de durabilité dans la définition des prescriptions et appliquant le principe du coût total de possession a augmenté, respectivement, de 9 points de pourcentage et de 6 points de pourcentage, représentant 62 % et 77 % du total. Le nombre d'entités faisant état de la prise en considération des aspects relatifs à la durabilité dans les modalités des contrats a légèrement diminué, de 6 points de pourcentage, mais représentait encore environ un tiers des organismes participants.

65. Comme les années précédentes, les considérations de durabilité environnementale et économique ont été plus souvent prises en compte dans les procédures d'achat que les considérations sociales (pour lesquelles la situation est restée relativement inchangée). Toutefois, en 2018, les entités qui ont communiqué des données ont signalé qu'une attention beaucoup plus grande était accordée aux considérations environnementales que les quatre années précédentes : 95 % d'entre

elles les ont incluses dans leurs procédures d'achat, soit une augmentation relative de 32 points de pourcentage par rapport au niveau de 2017.

Figure 7

Types de considérations intégrées dans les procédures d'achat, 2016-2018



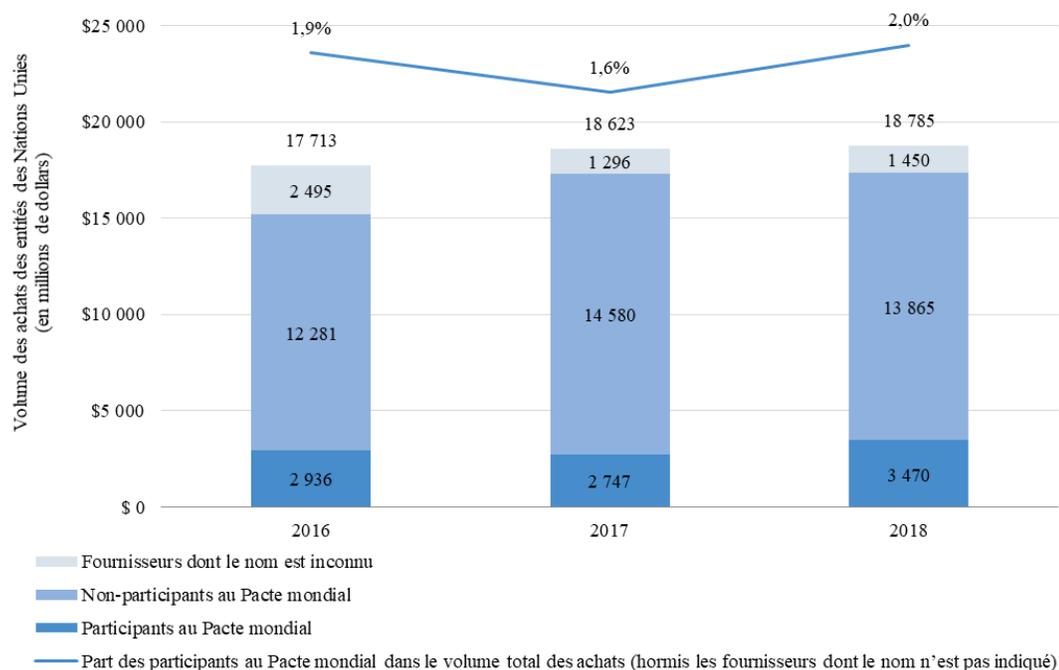
66. Les capacités du personnel interne ont continué d'être renforcées en 2018, 25 entités déclarant avoir assuré la formation de leurs employés aux principes des achats responsables au cours des trois dernières années, soit 64 % de l'ensemble des organismes concernés. Il s'agit d'une amélioration de six points de pourcentage par rapport à la dernière enquête.

67. S'agissant de la coopération avec les fournisseurs, un peu plus de la moitié des entités participantes ont déclaré avoir vérifié que les fournisseurs respectaient le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, ce qui était en ligne avec les chiffres de 2017. Environ le tiers d'entre elles (31 %) ont indiqué qu'elles collaboraient avec leurs fournisseurs pour améliorer la durabilité de leurs chaînes d'approvisionnement, ce qui marquait une amélioration (de 5 points de pourcentage) par rapport à la situation signalée en 2017.

68. Les données relatives aux achats sont analysées dans le rapport statistique annuel pour déterminer la part des achats effectués auprès d'entreprises signataires du Pacte mondial des Nations Unies. Le Pacte mondial, initiative volontaire en faveur du développement durable des entreprises, engage les entreprises et les autres acteurs sociaux à aligner leurs stratégies et leurs opérations sur des principes universellement reconnus dans les domaines des droits de l'homme, de l'emploi, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Tous les fournisseurs de l'ONU, quels que soient leur taille ou leur lieu d'implantation, sont encouragés à s'aligner sur les 10 principes du Pacte mondial et à adhérer à cette initiative.

69. En 2018, la part des achats effectués auprès d'entreprises participant au Pacte mondial est passée à 20 % du total des achats des entités des Nations Unies, soit une progression de 4,1 points de pourcentage par rapport à 2017. Cette évolution est probablement due à l'amélioration de la qualité des données relatives aux noms des fournisseurs communiquées par les entités.

Figure 8
Achats des entités des Nations Unies auprès des participants au Pacte mondial, 2015-2018



VIII. Achats en commun

70. Les données sur les achats en commun ont été recueillies pour la première fois pour l'édition 2016 du rapport statistique annuel. Malgré les difficultés que pose la communication de ces informations, le nombre d'entités qui soumettent des données sur ces achats ne cesse d'augmenter.

71. La collecte de données sur les achats en commun a été initiée en application de la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles, dans laquelle celle-ci demande aux entités du système des Nations Unies pour le développement d'améliorer la synergie et les efforts interinstitutions, les prie de réfléchir plus avant à toutes solutions d'achats communs à l'échelle nationale, régionale ou mondiale, et les prie également de tenir des comptes détaillés des avantages tirés des achats en commun et d'en rendre compte dans un rapport. Le rapport statistique annuel offre aux entités un moyen de communiquer ces informations.

72. Dans le Glossaire commun des termes relatifs aux achats, les achats groupés sont définis comme un arrangement dans le cadre duquel plusieurs entités des Nations Unies unissent leurs efforts pour procéder à des achats en coopération ou pour partager les résultats d'une procédure de passation de marchés, ce qui est avantageux pour le groupe dans son ensemble⁶. L'objectif des achats en commun est de réduire les prix ou d'améliorer les services grâce à des économies d'échelle et de réduire l'inefficacité et les doubles emplois au sein des organismes des Nations Unies.

⁶ Voir le Procurement Practitioner's Handbook de l'ONU : <https://www.un.org/Shared/KnowledgeCenter/Pages/PPH2>.

73. Les achats en commun englobent les activités suivantes (définies dans les Directives pour les achats en commun par les entités des Nations Unies au niveau des pays)⁷ :

- a) Le recours aux accords à long terme ou aux contrats déjà conclus par d'autres organismes des Nations Unies ;
- b) La réalisation d'achats dans le cadre d'un accord à long terme existant ;
- c) L'utilisation des résultats d'un appel d'offres pour établir un accord à long terme ;
- d) La conclusion et l'application d'accords à long terme conjoints selon la méthode de l'« organisme chef de file » ;
- e) Le recours aux services d'achat d'autres organismes des Nations Unies ;
- f) L'approvisionnement auprès d'autres organismes des Nations Unies ;
- f) Le recours à un groupe des achats conjoint.

74. Sur les 39 organisations qui ont communiqué des données sur les achats en 2018, 27 ont fait état d'achats en commun (contre 22 en 2017). En outre, aux fins de la présente analyse, les achats effectués auprès d'autres organismes des Nations Unies ont été considérés comme des achats en commun. Si les données relatives à cette dernière forme d'achats sont prises en compte, presque toutes les entités ont eu recours à des méthodes d'achats groupés en 2018.

75. Le volume total des achats en commun en 2018, y compris les achats auprès d'un autre organisme des Nations Unies et les autres opérations considérées comme des achats groupés, s'est élevé à 2,6 milliards de dollars, soit 13,9 % du volume total des achats.

76. Les opérations d'achat dans le cadre desquelles une entité a acheté des biens et services à un autre organisme des Nations Unies ont représenté 549 millions de dollars, soit 2,9 % du volume total des achats.

77. Le montant des autres achats en commun (achats que les entités ont déclaré avoir effectués en commun, exception faite des transactions entre organismes des Nations Unies) s'est établi à 2,1 milliards de dollars⁸. Étant donné que la plupart des entités font face à des contraintes techniques qui limitent leur capacité de communiquer des informations sur les achats en commun, ce chiffre est une estimation prudente.

⁷ Voir le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion : https://www.ungm.org/Areas/Public/Downloads/15_06%20HarmonizingUNProcurement_GUIDELINES_final.pdf.

⁸ À l'occasion de la communication de ses données pour 2018, l'UNICEF a signalé un montant de 1,7 milliard de dollars au titre de sa collaboration avec l'OMS pour la fourniture d'une expertise en matière technique et d'assurance de la qualité. Une part importante de cette somme a concerné l'utilisation par l'UNICEF des normes de l'OMS pour l'achat de médicaments. Aucune autre entité utilisant les normes de l'OMS n'en fait état.

Annexe

Acronymes et abréviations utilisés dans le tableau 3

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ITC	Centre du commerce international CNUCED/OMC
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONUW	Office des Nations Unies à Vienne
OPS	L'Organisation panaméricaine de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Division des achats de l'ONU
TPIY-MIFRTP	Tribunal pénal international des Nations Unies pour l'ex-Yougoslavie
UIT	Union internationale des télécommunications
UNAKRT	Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges

UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOG	Office des Nations Unies à Genève
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies
